

LA REVUE NOUVELLE

LE MOIS

# LA PYRAMIDE DES ÂGES

---

*En Belgique et plus encore dans d'autres États européens, les générations nombreuses d'après-guerre (nées entre 1945 et les années 60) vont constituer, une fois entrées dans le troisième âge, un poids financier considérable qu'il faut anticiper. C'est ce que nous disent les experts (par exemple ceux du Conseil supérieur des finances, de l'O.C.D.E. ou de la Commission européenne), soulignant que cette charge n'est pas suffisamment prise en compte aujourd'hui.*

*Au reste, les experts financiers eux-mêmes, avec leurs sombres prévisions, ne pèchent-ils pas déjà par un certain optimisme? Il est vrai que nombre de questions liées au vieillissement (paiement des retraites, assurances santé...) ne relèvent en apparence que de la calculette, comme un problème de robinet: ne s'agit-il pas seulement de régler le débit des pompes à finances qui captent et redistribuent les richesses? Les seules incertitudes tiennent alors aux prévisions de croissance que l'on extrapole un peu mécaniquement, faute de mieux. La croissance de demain, c'est la panacée à tous les conflits sociaux.*

*Même à supposer que la réalité se limite à ce qui peut être chiffré, comment ne pas voir la partialité que cachent ces savants calculs? Le point de vue retenu, c'est celui des dirigeants actuellement aux affaires et qui représentent les intérêts de leur génération et soumettent la facture à la bonne volonté, supposée acquise, des suivantes. Si on les caricature, les projections qu'on nous présente, dépourvues de toute dimension stratégique, se contentent de provisionner sur leur dos une sorte de fonds de fermeture, le plan social d'une entreprise Belgique qui fermerait ses portes vers 2030.*

## LA REVUE NOUVELLE

## LE MOIS

*La question essentielle est donc éludée : ceux qui devront fournir cet effort collectif supplémentaire seront-ils prêts, le moment venu, à le consentir ? Ou mieux : le voudront-ils, le pourront-ils ? Les plus productifs ne s'évaporeront-ils pas dans le vaste monde ? Une fois pensé dans ces termes, le « vieillissement » pose la question de la transmission d'un héritage, celui d'une société encore prospère et solidaire, mais mitée par un passif public abyssal fait de dettes déjà contractées et d'une lourde facture future que l'on espère voir régler sans ciller par nos successeurs. La justice, comme l'intérêt bien compris, commande donc que l'on se préoccupe du caractère durable de cette prospérité et de la transmission des valeurs immatérielles qui fondent la solidarité dont on espère tirer les dividendes.*

**INVESTIR**

*Ainsi, au-delà de l'équation démographique et financière, se profile alors une double exigence pour le présent. Elle porte d'abord sur le caractère soutenable, au plan social et environnemental, du développement économique dont, sans la diaboliser à priori, la mondialisation marchande n'est pas spontanément préoccupée. Il n'est pas sûr que le maintien de ce qui reste d'économie publique fournisse (ou suffise à fournir) des leviers appropriés pour encadrer et orienter les forces du marché vers un vrai surcroît de bien-être sans mettre à mal la planète. Des investissements considérables sont donc indispensables en termes de recherche, de formation et d'infrastructure.*

*On le sait, la part réservée aux systèmes redistributifs comme leurs ambitions d'efficacité varient sensiblement d'un pays à l'autre, par exemple de l'Europe aux États-Unis. Les futurs retraités d'aujourd'hui seraient bien avisés de ne pas trop compter sur leur poids électoral à venir pour infléchir cet arbitrage. Il faut être pharaon pour écraser ses sujets de corvées et d'impôts à la seule fin d'ériger des pyramides, tombeaux qui devaient assurer le confort des morts comme nous voudrions garantir aujourd'hui le bien-être de ceux qui s'approchent de leur fin de vie. Si les démocraties permettaient de telles injustices autoritaires, elles se stériliseraient ou se désintègreraient.*

*Plus que par de grands discours idéologiques ou religieux, les valeurs de solidarité, qui seules pérenniseront notre système, se transmettent d'abord par l'expérience vécue de la réciprocité. Il faut donc mobiliser aujourd'hui des moyens au bénéfice de la part la plus fragilisée des jeunes générations et se soucier de leur intégration sociale et de leur potentiel à faire face à l'effort que nous leur demanderons sous peu. Ce n'est que justice, et c'est vital. En pratique, cela veut dire : ne pas les laisser croupir dans des environnements urbains*

## LA REVUE NOUVELLE

## LE MOIS

*dégradés et dans des écoles poubelles avec comme seul horizon celui d'être confinés, au mieux, dans des emplois de domesticité ou de se trouver exposés à la concurrence des sous-qualifiés du monde entier, qu'ils habitent ici ou ailleurs.*

**ET APRÈS?**

*Car, platement dit, tout dépendra autant de leurs bonnes dispositions que de la valeur ajoutée de leur futur métier... Exemple: le budget verrouillé de l'Enseignement supérieur en Communauté française, depuis bientôt dix ans, malgré l'augmentation du nombre d'étudiants, qui doivent donc s'en disputer des parts plus petites. Imagine-t-on faire pareil avec les pensionnés? Imagine-t-on que l'on va produire de la prospérité aujourd'hui en ne répondant que pingrement au désir de formation des jeunes?*

*Il ne suffira pas que cette analyse et les exigences politiques délicates qu'elle suggère soient tues pour qu'elles ne produisent aucun effet ou qu'elles trouvent des réponses harmonieuses. Le populisme se nourrit essentiellement en Europe des frictions vécues entre une jeunesse, marginalisée et parfois discriminée, et ses aînés, ayants droit frustrés ou insécurisés. Les barrières culturelles ou ethniques qui recourent partiellement ce clivage générationnel tiennent souvent lieu de repli. Un discours clair sur ce conflit larvé et sur l'étroite interdépendance des générations est indispensable pour le surmonter par une transaction lisible. Or, au mieux, on n'oppose aux dérives d'extrême droite qu'un prêchiprêcha vaseux et moralisateur.*

*Pour le moment encore, c'est électoralement plus rentable d'annoncer réformes et amnisties fiscales, de plafonner les charges sociales, d'augmenter les petites pensions et les dépenses de santé. Diminuer les contributions et augmenter les dépenses. Et après? Eh bien après, on compte sur les générations futures pour régler la note, juste à leur sortie des prisons-casernes roses où l'on se propose de faire réfléchir nos jeunes incivils.*

Théo Hachez